

Deborah Fraccaro, *La génération du capital social et ses bénéfices pour le bien-être d'une communauté territoriale.*

Problématique

La notion de capital social a fait son apparition dans la littérature à partir des années 80, mais le thème a suscité l'intérêt d'un nombre limité de chercheurs jusqu'au début des années 90¹. C'est avec les ouvrages du politologue américain Robert Putnam que la notion de capital social devient de plus en plus un thème qui attire l'attention internationale, même en dehors du milieu scientifique. Bien qu'il y ait encore beaucoup de questions en suspens dans le débat et que la littérature soit aujourd'hui très nombreuse, les chercheurs sont d'accord sur le fait qu'il s'agit d'une ressource relationnelle concernant la sociabilité. La définition la plus répandue considère le capital social comme une ressource composée de réseaux sociaux coopératifs, de confiance sociale et de normes de réciprocité généralisées. Il est tout de suite évident que les éléments qui constituent la notion sont l'objet de la sociologie dès ses origines. La nouveauté du thème est due au fait que ces objets d'étude ont été considérés comme des ressources pour l'action individuelle et pour celle collective (Pizzorno 2001, 21).

La notion de capital social a trouvé son application dans des recherches différentes : par exemple dans l'étude du marché du travail et dans celle du développement économique. Il y a dès le début un intérêt pour la dimension territoriale du phénomène dans le débat italien et dans celui international. En Italie, les recherches qui ont appliqué la notion de capital social à l'étude d'un territoire ont souligné surtout la dimension économique et celle politique du développement. Selon nous, cette notion peut toutefois être utile aussi pour analyser la dimension sociale du développement.

Parmi les recherches consacrées au développement local en Italie, le cas du nord-est de ce pays a particulièrement attiré l'attention. Au début des années 60, quand le succès économique des districts industriels qui caractérisent l'économie de l'Italie centrale et du nord-est est devenu évident, ce territoire était considéré peu développé d'un point de vue économique et financier. Les nombreuses recherches qui se sont intéressées à ce cas ont souligné la corrélation entre le succès économique et la mobilisation spontanée de la société locale qui a eu lieu dans un contexte favorable à l'initiative économique diffuse². L'action de la politique locale et nationale a joué un rôle marginal dans cette mobilisation : il s'agissait plutôt d'un ensemble d'actions spontanément mises en place par la société civile. À partir des années 90, la mobilisation spontanée de la société locale³ a été conceptualisée comme

¹La reconstruction historique plus diffusée du terme 'capital social' remonte en 1916 lorsque le terme 'capital social' a été utilisé pour la première fois aux Etats-Unis par Lyda H. Hanifan. C'est toutefois avec les travaux de Pierre Bourdieu (1980), James Coleman (1990), Nan Lin (1999) et Robert Putnam (1993 ; 2000) que le thème a trouvé une systématisation.

²Bagnasco, Trigilia 1993, Benko (1997) ; Dumas (2007).

³ Cette mobilisation a été favorisée par la diffusion de la réciprocité généralisée, de la confiance sociale, du savoir-faire artisanal et d'une éthique du travail très forte.

un type de 'capital social' qui s'est révélé être une ressource fonctionnelle à l'économie de ce territoire (Bagnasco 1999, 101 ; 2003, 99-107, 114). Les acteurs qui se sont activés ont été principalement les réseaux sociaux de l'associationnisme social et de l'Église catholique et les familles. Ces réseaux sont encore aujourd'hui actifs dans la vie communautaire, ce qui confirme par là l'existence d'une ancienne tradition d'engagement de type bénévole et solidaire, déjà mise en relief par les historiens.

Nous avons essayé de comprendre la nature de cette ressource collective par rapport à ces études sur l'engagement spontané de la société civile. Nous avons pour cela comparé deux communautés du nord-est (la province de Trente et celle de Trévis) en faisant une enquête de type qualitatif qui a eu pour but d'éclaircir trois aspects jusqu'ici peu considérés par la littérature sur le capital social : 1) les spécificités d'un type de capital social engendré par des actions bénévoles; 2) le processus de micro-fondation de ce type de capital social ; 3) ses implications théoriques pour une théorie de la société.

Hypothèse et cadre théorique

Le premier but de notre enquête est d'éclaircir la nature d'un type spécifique de capital social que nous indiquons comme 'capital social solidaire'. Nous nous référons en particulier à celle théorie du capital social qui en parle comme d'un type de bien public, c'est-à-dire à celle de Robert Putnam (1993 ; 2000) et en partie à celle de James Coleman (1990). Contrairement à ces auteurs, Pierre Bourdieu (1980) et Nan Lin (1999) ont inséré leur notion dans une approche instrumentale qui considère le capital social comme une ressource favorisant l'action stratégique individuelle ou collective. Pour Bourdieu et Lin, le capital social est enraciné dans un réseau de relations sociales qui peuvent être mobilisées par les acteurs pour optimiser leurs profits. Sur la ligne de pensée de Putnam et Coleman, nous avons supposé qu'il y ait une variété d'actions bénévoles dans le territoire qui engendrent des liens de solidarité conceptualisables comme un type de capital social. Il s'agit d'un bien public parce que tous peuvent en principe bénéficier de ces liens de solidarité et de biens et de services offerts à la collectivité.

Par rapport au deuxième aspect, c'est surtout l'approche micro-fondée de Coleman qui nous a intéressés, plutôt que celle macro-fondée de Putnam. Ceci est dû à l'importance que nous accordons à l'action et à l'interaction en tant que source de la génération du capital social. En effet, Putnam (2000) parle seulement du nombre et de la diffusion des réseaux sociaux sans analyser leur processus de micro-fondation (en particulier, les motivations des acteurs qui en font partie). La question du processus de génération du capital social a été analysée en littérature surtout avec une approche stratégique. Une telle approche suppose que les acteurs utilisent leurs relations sociales pour obtenir des profits matériels ou immatériels. Cette perspective écarte l'idée que l'engagement bénévole puisse être une source du capital social. Notre hypothèse suppose au contraire que les motivations à la base du capital social ne soient pas fondées exclusivement sur un égoïsme masqué d'altruisme. Selon nous, il y

a toute une série complexe de motivations, explicables seule en partie par la théorie de l'action rationnelle, à la base de l'engagement bénévole dont le processus de génération du capital social est issu. C'est la raison pour laquelle nous nous référons à une théorie plus avancée de l'action et de la rationalité en nous servant de l'apport de Boudon (2003 ; 2007) et d'Elster (2007 ; 2009).

En ce qui concerne le troisième aspect, la recherche s'est proposée de mettre en évidence l'importance que ce type de capital social a pour une théorie de la société. Dans la société contemporaine, les actions bénévoles sont en général surtout faites par les associations sans but lucratif. Ces dernières sont en effet des sujets de la société civile, il devient alors intéressant de voir l'utilité de la notion de capital social pour l'étude de la société civile. L'engagement bénévole des acteurs dans les groupes plus ou moins organisés est en particulier l'objet de recherche du courant de pensée de la littérature sur la société civile qui s'occupe de l'associationnisme social. Dans ce courant, l'attention se concentre sur l'action communautaire et solidaire réalisée par les sujets de la société civile, pouvant aussi être considérée comme un don que la société civile fait à la société (Etzioni 2002 ; Ferrara 1996 ; Magatti 2005 ; Caillé 2007² ; Godbout 2000). Mis à part les bénéfices directs, représentés par les biens et les services auxquels il est possible d'accéder, le capital social engendre selon nous d'autres types de bénéfices plus généreux pour la société. Nous avons pour cela supposé qu'il y ait aussi des effets positifs indirects sur la vie communautaire que nous avons essayé de mettre en évidence à travers la littérature sur le bien-être social.

Terrain et Méthodologie

Pour faire ressortir le capital social conceptualisé préalablement, la recherche sur le terrain a eu comme objectif de dresser la carte des actions bénévoles qui ont été réalisées dans deux provinces du nord-est italien. Nous avons choisi la province de Trente, qui se trouve dans la région du Trentin/ Haut-Adige, et celle de Trévise qui fait partie de la région de la Vénétie. Il s'agit de deux provinces comparables à plusieurs points de vue, surtout celui de l'engagement solidaire comme le montrent les données statistiques. Nous avons pour cela analysé la presse quotidienne locale d'une année (entre 2007 et 2008). Les actions ont été sélectionnées en se basant sur le critère général selon lequel les bénéfices de ces actions retombent sur la communauté territoriale de façon directe ou indirecte⁴. Pour mieux en donner l'idée, nous pouvons parler de ces actions comme d'une forme d'« altruisme social » (Ranci 1990). Le choix de ce type d'actions s'adapte parfaitement à la nature de bien public que nous avons supposée pour le capital social.

Dans le but de sonder les motifs de ces actions, vingt-trois interviews biographiques ont été faites. Les personnes interviewées sont les principaux acteurs des actions bénévoles réalisées de façon individuelle ou en petits groupes. Leur choix est lié à l'intérêt d'explorer la dimension informelle de l'engagement bénévole, qui

⁴ Les actions d'autofinancement ont par ailleurs été exclues car elles n'apportent des profits qu'aux promoteurs. Dans le cas par exemple d'une association sans but lucratif qui organise une récolte de fonds pour elle-même, son action n'a pas été sélectionnée. Nous l'avons par contre prise en considération si elle s'est engagée pour aider d'autres personnes que ses membres ou un autre groupe.

est souvent peu considérée en littérature. Les thèmes abordés lors des interviews ont concerné l'histoire de l'action réalisée, les acteurs qui y ont participé et les raisons qui ont poussé les personnes interviewées à s'engager dans ce type d'action. Ces dernières ont pu raconter librement leur expérience et parler d'elles sans suivre un ordre d'exposition préétabli. L'analyse des transcriptions a été effectuée en deux temps différents : le premier pour une analyse compréhensible du récit afin de faire ressortir les principaux arguments et leur sens pour l'acteur, le second pour une analyse comparative des motifs par rapport aux registres wébériens de l'action sociale.

Pour éclaircir la signification théorique de la notion de capital social, nous avons mis en relief les effets indirects de la diffusion du capital social solidaire. Nous avons pour cela consulté la littérature sur la qualité de la vie. Quand dans la littérature sur le bien-être social, qui est une des dimensions de la qualité de la vie, on parle de l'engagement bénévole, deux dimensions sont soulignées : celle individuelle et celle collective. D'un point de vue individuel, ceux qui accomplissent ce type d'actions sont, d'une façon générale, plus satisfaits de la qualité de leur vie (Garelli 2000, 25-26; Gelli, Mannarini, Attanasio 2004, 136). Pour d'autres, ces actions ont en général des retombées positives pour le système social dans son ensemble. Au niveau collectif, on peut parler d'une « qualité sociale émergente » dans un territoire, due à la reproduction de formes de coopération sociale, à la présence de règles de réciprocité, à l'existence d'un climat de sécurité et de confiance diffuse et au sens d'appartenance et d'inclusion sociale (Ingrosso 2006, 30, 221). Il est alors possible dans cette perspective de montrer comment la diffusion du capital social solidaire peut favoriser le bien-être de la société.

Les résultats

Par rapport au type de capital social, l'objet de notre étude, la carte a mis en évidence un cadre bigarré et diffus d'actions solidaires de nature organisée, mais aussi spontanée. Parmi les actions qui ont été sélectionnées, citons par exemple : la production et la vente de produits en faveur d'une œuvre de bienfaisance ; le don d'une ambulance à une association de bénévolat, le nettoyage du territoire et la récolte de fonds pour financer des projets d'utilité sociale. Les 120 actions sélectionnées ont été réalisées dans 66 cas, c'est-à-dire 55%, par des organisations sans but lucratif qui s'occupent de promotion sociale et de bénévolat. Dans 46 cas sur les 66 cités, ces associations ont agi individuellement, dans les autres en collaboration avec d'autres organisations sans but lucratif et avec les institutions politiques locales. Mis à part les associations sans but lucratif, il y a des acteurs parmi les autres promoteurs qui ont agi individuellement et en groupe. Dans ce dernier cas, les groupes appartiennent :

- aux cercles sociaux primaires et de proximité (familles, voisins et groupes d'amis) ;
- à la sphère publique associative (petits comités civils et groupes spontanés qui se sont créés à partir d'un loisir commun) ;

- au monde économique (entrepreneurs, banques, coopératives et commerçants) ;
- aux institutions politiques locales (administrations municipales et circonscriptions) ;
- aux institutions qui préservent l'ordre et la sécurité (police et carabiniers).

Comme on peut le constater, il y a une société locale qui se mobilise. À souligner en particulier le rôle de la société civile. Le résultat le plus intéressant par rapport aux actions et aux acteurs est d'avoir constaté la présence d'une forme d'actions peu connues et négligées par les recherches quantitatives. Il s'agit de formes d'engagement solidaire pas institutionnalisées, mais spontanées, qui apportent des bénéfices à la communauté et effectuées par des citoyens qui s'engagent en petits groupes ou individuellement. On pourrait parler d'une micro-solidarité spontanée et diffuse qui donne origine à des liens entre les promoteurs et les autres membres d'une collectivité et, en général, avec la collectivité en elle même.

Un deuxième résultat concerne les motifs qui soutiennent ces actions : face à une composante instrumentale, il y a aussi des facteurs émotionnels et axiologiques qui ont le plus grand poids dans les décisions. Les interviews ont montré leur intérêt à obtenir des profits matériels et immatériels en faisant référence : a) au désir de conserver une bonne réputation pour éviter les sanctions informelles liées au contrôle social de la richesse ; b) au désir de se faire de la publicité pour se faire connaître et faire connaître ses produits ; c) à la recherche, plus ou moins déclarée, de visibilité sociale personnelle et du groupe auquel on appartient ; d) à la recherche intentionnelle du bien-être personnel à travers l'action bénévole (Elster 2009, 205-211, 339-340,). La justification des actions par rapport aux valeurs a fait appel à la solidarité, à l'altruisme, à la foi chrétienne, au respect des générations futures et à la valeur de la vie. Par rapport aux sentiments et aux émotions, les personnes ont parlé : d'empathie envers les situations de gêne observées, du souvenir personnel d'une personne décédée, du partage d'un même destin difficile et du sentiment de reconnaissance envers la vie pour avoir survécu à une maladie incurable. La présence d'éléments axiologiques et affectifs montre que les acteurs s'identifient avec la communauté locale envers laquelle ils se sentent responsables.

Au vu des résultats que nous avons obtenus, la théorie du choix rationnel n'est pas capable d'offrir des arguments suffisants à expliquer tous les cas. Cela dépend à notre avis du fait qu'elle utilise une notion de rationalité selon laquelle est rationnel seulement poursuivre le propre intérêt égoïste en optimisant les profits et en réduisant les coûts (Coleman 1990, 13-19). Cette théorie donne la priorité à certains types de conséquences qui apportent des profits aux acteurs. Elle retient donc que l'action bénévole masque l'intérêt égoïste de l'acteur (Coleman 1990, 517-518). La plupart des motifs déterminés ne sont toutefois pas liés à l'égoïsme et les acteurs ont déclaré avoir choisi en fonction de valeurs et de sentiments. Une théorie de rationalité plus large que celle instrumentale et qui tienne compte du rôle joué par les valeurs et les émotions s'avère nécessaire. C'est pourquoi nous avons utilisé d'un côté la notion de rationalité axiologique proposée par Boudon (2003, 99-121 ; 2007, 98-104 ;) et de l'autre la théorie de l'action d'Elster (2007, 75-110).

Les implications que la notion de capital social solidaire a pour la théorie de la société peuvent être mises en évidence, par exemple, en se référant aux bénéfices qui dérivent de la diffusion de ce type de capital social. Dans l'offre gratuite de bénéfices à la collectivité, les actions solidaires font naître des liens solidaires qui produisent et reproduisent le tissu social de relations qui lient les membres d'une communauté. On peut dans ce sens soutenir qu'un des bénéfices du capital social est la valorisation du lien social à la base de la vie sociétale. Quand on parle de lien social dans le débat contemporain, on se réfère souvent au fait que le lien social contemporain est en crise. Les manifestations les plus évidentes de cette crise sont l'augmentation de l'égoïsme, la crise de la solidarité sociale et le désintéressement pour la sphère publique (Cusset 2006, 27-31). Les liens de solidarité spontanée qui ressortent de ces actions bénévoles peuvent être considérés comme des indicateurs de solidarité sociale et ils représentent par là une ressource intégrative pour la vie sociétale. Par rapport à la dimension collective, il est en effet intéressant de remarquer que la diffusion de ce type de liens sociaux, caractérisée par une solidarité volontaire ouverte à tous les membres de la collectivité, peut représenter une configuration sociétale qui favorise la cohésion sociale (Lafaye 2009, 403-410, 421-422).

Du point de vue individuel, le choix d'agir spontanément pour le bien-être de la collectivité révèle une adhésion volontaire aux valeurs partagées envers lesquelles on s'engage pendant les actions bénévoles. De plus, il manifeste aussi le sentiment d'appartenance et le sens de responsabilité envers la collectivité que nous avons relevé dans les réponses des acteurs. De ce point de vue, le capital social exprime le lien qu'une personne ressent d'avoir envers la collectivité et ses membres. Pour les individus, le capital social a donc la fonction de manifester leurs croyances, leurs valeurs et leurs sentiments. On pourrait parler dans ce cas d'une fonction expressive du capital social. Le fait que le capital social exprime le lien qui unit un individu à la collectivité, et que l'acteur alimente volontairement, représente un bien public qui est l'indice d'une disposition à coopérer pour le bien-être collectif.

Conclusions :

La recherche a mis en évidence, dans le contexte de deux communautés du nord-est de l'Italie, l'existence d'un tissu d'actions solidaires de type informel qui sont souvent négligées par la littérature. Il s'agit d'un type d'actions dont il ressort un bien public que nous avons conceptualisé comme un type de capital social et appelé 'capital social solidaire'. La recherche a en même temps contribué à éclaircir le processus de micro-fondation de ce type de capital social, en montrant les raisons des promoteurs de ces actions. De cette analyse des raisons citée plus haut il découle une complexité des intérêts, des valeurs et des sentiments qui demande et confirme la nécessité d'une théorie de la rationalité plus générale que celle de la théorie du choix rationnel.

Nous avons pour finir analysé les effets indirects dérivant des liens de solidarité qui composent le capital social. Ces derniers, mis à part le fait qu'ils facilitent l'accès aux biens et aux services dérivant des actions bénévoles, procurent aussi des

bénéfices plus généraux à la collectivité. Parmi ceux-ci, nous avons indiqué le renforcement du lien social et des valeurs collectives qui favorisent la cohésion sociale de la société.

Références bibliographiques

- Bagnasco A., Trigilia C., 1993, *La construction sociale du marché : le défi de la troisième Italie*, Cachan, ENS Cachan.
- Bagnasco A., 1999, *Tracce di comunità. Temi derivati da un concetto ingombrante*, Bologna, Il Mulino.
- Bagnasco A., 2003, *Società fuori squadra. Come cambia l'organizzazione sociale*, Bologna, il Mulino [trad. par. du premier chapitre : Bagnasco A., 2006, «Le capital social dans un capitalisme en mutation» pp. 51- 70 in Bevort A., Lallement M. (dir.), 2006, *Le capital social. Performance, équité et réciprocité*, Paris, La Découverte].
- Benko G., 1997, «Les districts industriels : vingt ans de recherche», *Espaces et sociétés*, n° 88-89, pp. 305- 352.
- Boudon R., 2003, *Raisons, bonnes raisons*, Paris, P.U.F.
- Boudon R., 2007, *Essais sur la Théorie Générale de la Rationalité : action sociale et sens commun*, Paris, PUF.
- Bourdieu P., 1980, «Le capital : notes provisoires», *Actes de la Recherche en Science Sociales*, 31, pp. 2-3.
- Coleman J. S., 1990, *Foundation of social theory*, Cambridge, MA, The Belknap Press of Harvard University Press.
- Cusset P.-Y., 2006, «Les évolutions du lien social, un état des lieux», *Horizons stratégiques*, n°2, pp. 21-36.
- Daumas, J.-C. , 2007, «Une grande diversité d'approches Districts industriels : du concept à l'histoire. Les termes du débat, », *Revue économique*, 58, 1, pp. 131-152.
- Elster J., 2007, *Explaining Social Behavior. More Nuts and Bolts for the Social Sciences*, Cambridge, Cambridge University Press
- Elster J., 2009, *Le désintéressement. Traité critique de l'homme économique*, vol. I, Paris, Seuil.
- Etzioni A., 2002, «Verso la creazione di buone comunità e buone società», *Sociologia e politiche sociali*, IX, pp. 39-51.
- Ferrara A., 1996, «Comunità», *Rassegna Italiana di Sociologia*, XXXVII, 4, pp. 609-619.
- Caillé A., 2007², *Anthropologie du don. Le tiers paradigme*, Paris, La Découverte.
- Garelli F., «Prefazione» in IREF, *L'impronta civica. Le forme di partecipazione degli italiani: associazionismo, volontariato, donazioni*, Edizioni Lavori, Roma, 2000, pp. 21-31.
- Gelli B.R., Mannarini T., Attanasio S., «Il mentoring come cittadinanza attiva» in C. Arcidiacono (a cura di), *Volontariato e legami collettivi. Bisogni di comunità e relazione reciproca*, Franco Angeli, Milano, 2004, pp. 125-140.
- Godobout J.T., 2000, *Le don, la dette et l'identité. Homo donator vs homo æconomicus*, Paris, La Découverte.
- Ingrosso M. (cur.), 2006, *La promozione del benessere sociale. Progetti e politiche nelle comunità locali*, Milano, Franco Angeli.
- Lafaye Guibet C., 2009, «Modèles de la cohésion sociale», *Archives européennes de sociologie*, vol. L, 3, pp. 389-427.
- Lin, N., 1999, «Building a Network Theory of Social Capital», *Connections*, 22, 1, pp. 28-51.
- Magatti M., 2005, *Il potere istituyente della società civile*, Laterza, Bari.
- Pizzorno A., 2001, «Perché si paga il benzinaio. Per una teoria del capitale sociale» in Bagnasco A. et alii, 2001, *Il capitale sociale. Istruzioni per l'uso*, Bologna, il Mulino, pp. 19-45.
- Putnam R.D., 2000, *Bowling Alone. The Collapse and Revival of American Community*, New York, Simon and Schuster.
- Ranci C., 1990, «Doni senza reciprocità. La persistenza dell'altruismo sociale nei sistemi complessi», *Rassegna italiana di Sociologia*, a. XXXI, n°3, pp. 363-387.